

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18326 - 71ÈME ANNÉE

Les partisans d'une alternative à la NRL seront-ils traités comme les opposants à l'aéroport de Notre-Dame des Landes

**Non à la répression
Oui au dialogue pour une alternative**



Une partie de la foule présente le 7 juin dernier pour s'opposer à l'ouverture d'une carrière à Bois-Blanc.

Un mois après l'adoption de l'Accord de Paris à la COP21, le gouvernement a répondu par la répression à une manifestation pour une alternative au projet de l'aéroport de Notre-Dame des Landes. Les prochaines mobilisations contre la NRL et les projets de méga-carrière à La Réunion subiront-elles le même sort ? Pourquoi ne pas s'inspirer de ce qui a été fait pour mettre fin à la construction d'un barrage à Sivens ?

Soutenu par le gouvernement, le projet de l'aéroport de Notre-Dame des Landes est prévu pour remplacer celui de Nantes. Des élus locaux poussent également pour sa réalisation, notamment l'ancien Premier ministre Jean-Marc Ayrault.

La mobilisation pour une alternative à ce projet est lancée depuis plusieurs années. Le secteur retenu pour construire cette infrastructure est devenue une ZAD, zone à défendre. L'ampleur de la contestation a obligé le gouvernement à suspendre les travaux dans l'attente des jugements de tous les recours. Pendant la campagne électorale des régionales, la question de l'aéroport était au centre du débat pour réussir l'union face à la droite et l'extrême droite. Entre les deux tours, l'union de la gauche a été rendue possible parce que les socialistes se sont engagés à remettre en cause le projet. Cela voulait dire le lancement d'une part d'une étude sur la modernisation de l'aéroport de Nantes, pour rendre injustifiable la construction de celui de Notre-Dames des Landes. D'autre part, la liste d'union s'engageait à s'opposer aux premières expulsions prévues pour les besoins du chantier. Mais le 13 décembre, la droite a réussi à l'emporter. Le programme de l'union ne peut donc pas être appliqué.

Canon à eau et gaz lacrymogène

Contrairement au barrage de Sivens, le gouvernement a choisi de persister.

Les procédures d'expulsion continuent donc de suivre leur cours. Samedi, des opposants à l'aéroport de Notre-Dames des Landes ont donc lancé une nouvelle action, le blocage du périphérique de Nantes. Ils sont solidaires des agriculteurs qui risquent de tout perdre, et demandent l'arrêt des expulsions. Un mois après la tenue à Paris de la COP21 et l'adoption de l'accord de Paris, le gouvernement est donc mis au pied du mur.

Cette manifestation pacifique s'est terminée dans la répression. Alors que les manifestants commençaient à évacuer pour rétablir la situation, ils ont été attaqués à coups de canon à eau et de gaz lacrymogène.

La tournure de ces événements amène à s'interroger sur l'attitude du gouvernement. Les défenseurs de l'environnement devront-ils désormais s'attendre à la répression quand ils protestent contre un pro-

jet ?

170 camions par jour à Dioré

Cela est d'autant plus inquiétant pour La Réunion. Le projet de la nouvelle route en mer dite NRL a été lancé sans que soit réglée la question des matériaux. Le gouvernement est alors venu en aide à la Région Réunion en soutenant les démarches d'ouverture de plusieurs méga-carrières, et en autorisant l'importation de roches de Madagascar. À Bois-Blanc, la mobilisation a fait réfléchir le pouvoir. Mais d'autres dossiers attendent aux Orangers, près de Saint-Benoît, et à Dioré, dans la commune de Saint-André.

Concernant Dioré, les promoteurs du chantier se préparent à exploiter une méga-carrière. Il est prévu un rythme de 170 rotations de camions par jour. Pour contrer les protestations légitimes, les soutiens de la NRL vont jusqu'à tenter de faire croire qu'ils feront construire de nouvelles routes de liaison entre la 4 voies qui traversent Saint-André et

le réseau routier communal.

Comme à Bois-Blanc, il faut s'attendre à une grande mobilisation afin de stopper le massacre de l'environnement de La Réunion pour construire une route en mer de 12 kilomètres qui ne règlera aucun problème.

Le gouvernement a montré qu'il soutient le projet de route en mer. Il a donné à la Région des dérogations pour passer outre le veto unanime du Conseil national de protection de la nature. Répondra-t-il par la répression aux manifestants comme à Nantes ?

Le maintien d'une telle posture irait totalement à l'encontre des engagements pris à Paris, sous présidence française, lors de la grande conférence internationale sur le climat. Face au changement climatique, la NRL est exactement à l'opposé de ce qu'il faut faire.

M.M.

Mondialisation : nouvel avertissement pour la filière canne-sucre

Fin des quotas : crise durable chez les éleveurs

Dans un article paru le 6 janvier, l'Humanité montre que la fin des quotas est à l'origine d'une crise profonde et durable chez les éleveurs en France. Voici de larges extraits.

La crise agricole s'aggrave en raison de la chute continue des cours à la production. Nous allons assister à de nombreux dépôts de bilans selon la FNSEA.

A l'occasion des vœux à la presse de la FNSEA ce mercredi 6 janvier, son président, Xavier Beulin, a confirmé ce que nous écrivions il y a deux jours sur le site internet de l'Humanité. Qu'ils soient éleveurs de bovins à viande, de porcs ou producteurs de lait, les paysans continuent de travailler à perte en ce début de l'année. Les premiers nommés souhaitaient obtenir une hausse de la rémunération du kilo de viande bovine de 60 centimes entre juillet et novembre. Ils ont obtenu entre 5 et 20 centimes, selon les animaux et les régions. Les éleveurs de porcs voulaient obtenir 1,40€ pour un kilo de carcasse afin de couvrir leurs coûts de production et de tirer un revenu permettant de vivre de leur métier. Le prix du porc à terminé l'année à 1,07€ et des milliers d'éleveurs vont devoir déposer le bilan.

Selon le président de la FNSEA, le prix du litre de lait pourrait descendre en dessous de 30 centimes en ce début d'année 2016 après une seconde moitié de 2015 entre 33 et 31 centimes.

Édito

L'importance d'une tête rassembleuse : preuves par la Catalogne et La Réunion

En Catalogne, les indépendantistes ont réussi à surmonter les divisions. L'origine du blocage était le choix du président. Les progressistes ne voulaient pas qu'Artur Mas soit le président de la Catalogne. C'était la seule condition de leur participation à la majorité parlementaire. Faute d'accord hier à minuit, de nouvelles élections allaient être organisées. Les indépendantistes pouvaient perdre le bénéfice de leur victoire au précédent scrutin. Artur Mas a décidé de ne pas être candidat à la présidence. En conséquence, le rassemblement a pu s'opérer. Les indépendantistes vont diriger la Catalogne.

Ce nouvel événement met de nouveau le doigt sur une décision prise en dépit du bon sens à La Réunion : faire de Huguette Bello une candidate à la présidence de la Région Réunion. Au soir du premier tour, la fusion des trois listes opposées à Didier Robert et le soutien d'une quatrième donnait près de 23.000 voix d'avance à la coalition. La condition de la victoire était que Huguette Bello ne soit pas tête de liste, car elle est incapable de rassembler. C'était la position du Parti communiste réunionnais. Pour avoir dit cela publiquement, le PCR a été exclu des discussions sur le programme et la composition de la liste.

Au second tour, l'avance de près de 23.000 voix s'est transformée en un retard de plus de 18.000. Les Réunionnais ont payé cher la stratégie jus-

qu'au boutiste visant à maintenir Huguette Bello tête de liste contre vents et marées.

En Catalogne, les dirigeants de la coalition indépendantiste ont créé les conditions pour atteindre leur objectif : mener la Catalogne vers l'indépendance. Ils ont donc choisi de mettre de côté les ambitions personnelles pour faire le choix d'une tête rassembleuse. À La Réunion, l'ambition d'une personne a conduit les forces de progrès à la défaite alors qu'elles devaient gagner : l'intérêt de la population a été sacrifié. Ce qui s'est passé hier en Catalogne montre bien qu'un autre choix était possible à La Réunion. La différence, c'est qu'en Catalogne, l'intérêt de la population est passé avant l'ambition d'une personne.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

L'accord sur la présidence du gouvernement catalan permet la formation d'une majorité indépendantiste solide au Parlement

Rassemblement pour l'indépendance de la Catalogne

Un accord a été trouvé au Parlement de Catalogne entre les différentes forces indépendantistes. Elles formeront une majorité issue de différentes tendances politiques unies derrière un mot d'ordre : se séparer de l'Espagne dans 18 mois.



La Catalogne est au Sud de la France, c'est la région la plus riche d'Espagne.

L'an dernier, les indépendantistes écossais ont triomphé lors des élections législatives en Grande-Bretagne. Ils ont remplacé les travaillistes comme première force politique de cette région à la Chambre des communes.

En Corse, les dernières élections territoriales ont donné la majorité des sièges à la coalition des autonomistes et des indépendantistes. Un autonomiste dirige le Conseil exécutif, et un indépendantiste l'Assemblée de Corse.

La Catalogne est la troisième région de l'Union européenne où le mouvement indépendantiste marque des points importants.

Objectif : indépendance dans 18 mois

Lors des élections régionales en Catalogne, les indépendantistes avaient remporté la majorité des sièges. Mais depuis le scrutin, les deux formations de cette tendance n'avaient pas réussi à s'accorder pour former une majorité.

Les progressistes demandaient le départ du président sortant Artur Mas, accusé de ne pas être une personne suffisamment rassembleuse à cause de son parcours politique et des soupçons qui pèsent sur son implication dans des affaires de corruption.

Faute d'accord d'ici ce dimanche à minuit, de nouvelles élections de-

vaient être convoquées. Si cela avait été le cas, les indépendantistes auraient pris le risque de perdre la majorité. Le spectacle de la division les aurait affaiblis.

Heureusement, un accord a été trouvé samedi. Artur Mas a accepté de s'effacer. Carles Puigdemont a donc été élu hier nouveau président de la Catalogne. Il sera à la tête d'une majorité parlementaire qui a comme principale revendication la séparation avec l'Espagne. En son sein s'unissent des conservateurs, des progressistes et des militants anti-capitalistes qui se sont donné un objectif : l'indépendance dans 18 mois.

Le plus riche région d'Espagne

La Catalogne est la région la plus riche d'Espagne, alors que ce pays n'a toujours pas de gouvernement à la suite des dernières élections législatives.

Les socialistes, Podemos, les nationalistes catalans et basques pourraient constituer une coalition car ils comptent en effet plus de députés que le Parti populaire du Premier ministre sortant Mario Rajoy. Mais ils sont divisés sur la question de la Catalogne, les socialistes étant opposés à l'indépendance. « Comment allons nous expliquer que nous arrivions au pouvoir avec l'aide de ceux qui visent l'indépendance en quelques mois ? », a confié un dirigeant socialiste au journal numérique de gauche El Diario, cité par « Le Monde ».

Si aucun accord n'est trouvé pour constituer un gouvernement en Espagne, l'assemblée sera dissoute et les électeurs seront de nouveau invités à se prononcer.

Une musulmane victime des méthodes de l'extrême droite à un meeting du candidat à la Maison-Blanche

Donald Trump : un candidat raciste

Aux États-Unis, le Parti républicain organise des primaires pour désigner son candidat à l'élection présidentielle. Les sondages font de Donald Trump le favori de ces sondages. Il défend ouvertement un programme d'extrême droite. Lors d'un meeting, une musulmane porteuse d'un message de paix a été chassée de la salle sous des insultes racistes.

Aux États-Unis, Donald Trump est le favori des sondages à l'investiture du Parti républicain pour la prochaine élection présidentielle qui doit se tenir cette année. Donald Trump a mis dans son programme plusieurs mesures d'extrême droite. S'il est élu président, il promet d'interdire l'entrée du territoire des États-Unis à tous les musulmans.

Un message de paix courageux

Des citoyens sont indignés par cette proposition qui ferait retourner ce

pays au temps de l'apartheid, qui s'appelait là-bas la ségrégation raciale.

Rose Hamid a tenté alors une initiative audacieuse. Elle s'est introduite ce week-end dans un meeting de Donald Trump. Elle voulait montrer que contrairement à ce que tente de faire croire le candidat à la présidentielle, les musulmans ne sont pas des terroristes. « Je crois sincèrement que si les gens se connaissent, peuvent se parler, ils n'auront plus peur les uns des autres, et pourront se débarrasser de leur haine littéralement. C'était donc vraiment mon objectif, montrer que les musulmans n'ont rien d'effrayant », a-t-elle dit sur CNN après le meeting.

Sur son tee-shirt était inscrit ce message : « Salam, je viens en paix ». Elle a d'abord eu un accueil favorable de ces voisins. Tout a basculé quand elle s'est levée et a pris la parole pour dénoncer les propos racistes de Donald Trump. Des ultras l'ont attaqué. Elle a dû être escortée par le service de sécurité pour sortir de la salle sous les insultes racistes.

Donald Trump n'a pas condamné ces propos indignes. Il a même accentué son discours raciste : « La haine contre nous est incroyable. C'est leur haine, pas la nôtre », a-t-il déclaré après l'expulsion de la manifestante.

Il existe un danger fasciste aux États-Unis.

La droite veut imposer sa ligne à l'audiovisuel public

Libertés menacées en Pologne

En Pologne, la droite a triomphé aux dernières élections législatives : la gauche n'a eu aucun siège au Parlement. Le nouveau gouvernement veut mettre la presse au pas. La première mesure est d'imposer au service public audiovisuel sa ligne éditoriale. Plusieurs dizaines de milliers de Polonais ont manifesté samedi contre cette atteinte au pluralisme.

En Pologne, la gauche a été exclue du Parlement lors des dernières élections législatives. Tous les députés sont de droite. Le vrai visage de ce gouvernement n'a pas tardé à se manifester avec le vote d'une loi restreignant la liberté du service public d'information. Elle le place sous le contrôle étroit du gouvernement, ce qui équivaut à dicter la ligne éditoriale.

« Plusieurs organisations internationales — l'Union européenne de radio-télévision (UER), l'Association des journalistes européens (AEJ) et Reporters sans frontières (RSF) — avaient déjà exprimé leur « indigna-

tion » et appelé, tout comme le commissaire aux droits humains du Conseil de l'Europe, Nils Muiznieks, à ne pas promulguer cette loi », rappelle « Le Monde » d'hier.

Mais jeudi, le président de la République a promulgué la loi. Cela a entraîné immédiatement le renvoi des responsables de la télévision et de la radio publiques par le gouvernement de droite.

En réponse, des démocrates ont manifesté dans plusieurs villes de Pologne derrière les mots d'ordre « Médias libres, Pologne libre », « Médias démocratiques ! », samedi à l'appel du Comité de défense de la démocratie (KOD). À Varsovie, des

dizaines de milliers de personnes s'étaient donné rendez-vous devant le siège de la télévision publique polonaise. D'autres rassemblements ont eu lieu ailleurs en Pologne, devant les directions régionales de la télévision polonaise.

Rappelons que le gouvernement polonais est un des plus farouches partisans de l'OTAN. Il s'équipe notamment en matériel militaire américain. Il permet à la Pologne d'être une importante base de soutien du gouvernement ukrainien à l'origine de la guerre civile dans l'Est de l'Ukraine. Cet atlantisme extrême lui permettra-t-il de faire taire tous les opposants ?

Oté

Konm in lanspèk !

Malérozman, lé a popré sir si ni kontinié konm sa, na bat dann mir pou do vré, vik ni ariv pi o bout. Dané an ané nout sityasyon i aranz pa, plito na di i agrav, kiswa nout ka pèsonèl pou désèrtin, kiswa pou nout pèi an zénéral. Boudikon lé fasil konprann, i sifi koz in pé rantronou, shakin i an souplingn é tout lé in pé inkié pou domin. Si ni pran lo ka in plantèr zordi, sé in vré kass tèt sinwa pou li. Zordi pou la plipar, lo gro rovni sé kann.

Souvan dé fwa néna a koté inn ti plantasyon d'léguim, mé pou fé viv la famyi li kont plis d'si son kann. A lèr ki lé, li kontinié plant kann ousinonsa li arash tout ? Ki i pé fé in paryaz zordi d'si lavnir nout kann ? Na pwin inn, minm bann desidèr i profèr kashiété pou pa réponn. La zordi ni koz pou kann, aprésa domin, ni pé koz pou travay, nout lékol osi fodra in zour an awar in bon réfléksyon la d'si. La politik lozman ? koman ni sar fé pou loz tousa d'moun ?

Tanto, mwa d'mars, nora swasant dizan nou lé départman fransé èk la lwa di 19 mars 1946. Swa-dizan té pou mèt a nou minm égal èk la frans. Dopì tan la ni atann. Lo SMIG égal-égal èk banna, nou la atann ziska 1996, lo RMI égal-égal nou la atann ziska 2002. Sé konm sa kan 1988 si mi tronp pa, ni nyabou arash légalité sosyal. Si lavé pwin lo parti kominis konm lanspèk, sanm pou mwin zordi ni té atann ankor !

Justin

« Travay la bourkant » - in kozman pou la rout

Koméla, kan i di la « bourkant » lé posib demoun i konpran pa pars sak demoun i koné zordi sé lo « brokant » : i anparll sa dann radyo, dann shak kartyé nana inn é près tou lé dimansh nana kliyan i kour brokant an brokant pou alé ashté bon marshé in n'afèr zot la bézoin konm pa. Mé la bourkant la pa la mèm shoz, dizon sé in fo-z'ami pars travay la bourkant sé fé pti travay, pti biznès : i pé dir osi « travay la klé » . Sa la pa bien légal mé sa i ède désèrtin amélyor in pé lo rodinèr, i mète in pé la sos dann kari. Kosa zot i anpans zot ? Arien ditou ? Fé travay in pé z'ot koko ! Fé bouy in pé z'ot matyèr griz ! Zot va oir ké, rant-rant, ni pé z'ète, tazantan, dakor rantre nou.